

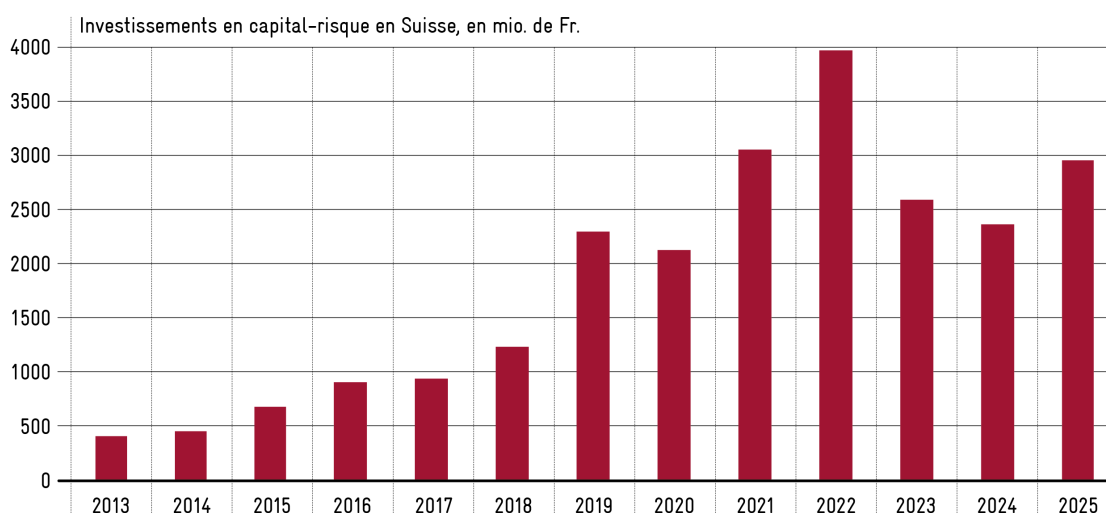
L'Etat doit-il investir dans les start-ups? Notre nouvelle étude montre pourquoi lever les obstacles serait plus efficace que mobiliser des fonds publics. Découvrez ensuite l'état des lieux du marché suisse du capital-risque et le rôle clé des investisseurs étrangers. Puis, augmenter la TVA pour financer l'armée : à quel (réel) prix? Bonne lecture!

Nouvelle étude

Pourquoi l'Etat ne devrait pas jouer les investisseurs dans les start-ups

Tendance à la hausse pour le capital-risque avec une rechute après la pandémie

Depuis 2013, les investissements en capital-risque ont au moins sextuplé en Suisse. Il est intéressant de noter le ralentissement qui a suivi la vague de numérisation liée à la pandémie, un phénomène observé dans le monde entier. Dans cette phase de ralentissement, la Suisse s'en sort relativement bien. En 2025, les investissements étaient environ 30% supérieurs au niveau d'avant la crise du coronavirus.



Source: Venture Capital Report 2014-2026

Figure: Avenir Suisse

La Confédération envisage de soutenir financièrement les start-ups. Fausse bonne idée, comme le montre notre nouvelle analyse. En effet, même sans intervention de l'Etat, les jeunes entreprises suisses attirent déjà toujours plus de capital-risque. L'Etat devrait plutôt s'attacher à lever les obstacles qui freinent les start-ups. L'analyse de

Lukas Schmid et Noa Reggiani formule à cet égard trois propositions.

[A découvrir sans plus tarder.](#)

Essential

Le marché suisse du capital-risque en quelques faits et chiffres



Les cris d'alarme selon lesquels les start-ups en quête de capitaux quitteraient massivement la Suisse ne se sont pas confirmés. Dans le nouvel Essential, nous présentons, en une page, l'enjeu des investisseurs étrangers et comment la Suisse peut tirer parti des expériences menées dans le reste de l'Europe.

[Tour d'horizon.](#)

IA et marché du travail

Deux leçons (et demie) tirées de l'histoire

Jürg Müller met en perspective l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi en rappelant que, malgré les prédictions alarmistes, les révolutions technologiques n'ont jamais entraîné la fin du travail. L'automatisation remplace certaines tâches, mais crée aussi de nouvelles activités et complémente le travail humain. La vitesse et l'étendue actuelles de l'IA posent toutefois un défi inédit d'adaptation sociale et professionnelle.

[Des leçons du passé aux défis de demain.](#)

Financement de l'armée par la TVA

Le véritable coût d'une augmentation de la TVA

Michele Salvi et Jan Marty montrent que la proposition du Conseil fédéral d'augmenter la taxe sur la valeur ajoutée de 8,1 % à 8,9 % pour financer l'armée reviendrait à coûter environ 275 francs par ménage par an et pèserait aussi sur les salaires et l'emploi. Malgré un taux suisse encore bas comparé à l'UE, une telle hausse mettrait en péril la consommation et la croissance, sans résoudre les déséquilibres budgétaires sous-jacents.

[Ça m'intrigue.](#)

Concurrence

Une provocation productive

Christoph Eisenring explore pourquoi, malgré sa réputation de pays très compétitif, la Suisse peine à appliquer pleinement les principes de la concurrence sur son marché intérieur: alors que le nombre de brasseries est passé de 32 en 1990 à plus de 1 000 aujourd'hui grâce à l'ouverture à la concurrence, certains secteurs restent verrouillés par des pratiques protectionnistes et des restrictions réglementaires.

Le chiffre de la semaine



C'est ce que coûte chaque année la bureaucratie en Suisse. Remplir des formulaires, respecter les prescriptions, obtenir des autorisations: tout cela coûte du temps, de l'énergie, et de l'argent. A elles seules, les petites et moyennes entreprises dépensent six milliards de francs pour rémunérer des conseillers externes qui les aident à s'y retrouver dans la jungle réglementaire.

Evénement



L'Etat acteur économique en ces temps incertains: premier rôle ou simple arbitre? C'est la question à laquelle **Diego Taboada**, directeur romand, a répondu lors de cette nouvelle édition de Forum Horizon organisé par le Temps, Cité Gestion et l'IMD, aux côtés de **Isabelle Moret**, conseillère d'Etat VD en charge de l'économie et **Florence Nater**, conseillère d'Etat NE en charge de l'économie. L'occasion de rappeler que malgré une période de turbulences dans une partie de l'économie suisse, la réponse de l'Etat doit être ciblée et se concentrer sur l'amélioration des conditions-cadres. Vous trouverez un résumé de ce panel dans un [article du Temps](#).

Photo: Le Temps/KEYSTONE/Cyril Zingaro

Vous ne l'avez pas encore écouté ? Notre podcast en format YouTube



Qu'est-ce qui fait la force de nos institutions dans un monde toujours plus imprévisible? Et la Suisse est-elle devenue irréformable? Comment préserver la stabilité helvétique tout en menant les réformes nécessaires? Réponse dans notre épisode de La parole aux Romands avec Pascal Couchepin, ancien Conseiller fédéral et président de la Confédération.

[→ J'écoute et je m'abonne.](#)

Revue de presse

Dans les médias

Start-ups en Suisse Un article de [l'Agefi](#) a relayé les propos de notre nouvelle étude «[Un \(capital\) risque étatique?](#)» : «Ce marché se comporte mieux que ce que l'on entend souvent», signale cependant Lukas Schmid, co-auteur de l'analyse. Il se réfère notamment aux succès internationaux d'entreprises de croissance suisses relayés par Startupticker, par exemple le programme TechTour Growth Europe, où six d'entre elles ont été sélectionnées, autant qu'au Royaume-Uni. «Les investisseurs étrangers apportent non seulement du capital, mais aussi du savoir-faire et un réseau internationaux, essentiels pour une expansion en dehors de nos frontières.»

Transports lausannois Dans un article du Blick FR sur le postulat récemment déposée visant à augmenter la vitesse des transports lausannois, notre étude «[La lenteur des transports publics urbains](#)» a été citée. En effet, les transports publics lausannois sont à la traine en Suisse, avec 7,65 km/h de moyenne.

Conférence hivernale des arts et des métiers Le magazine Entreprise Romande et le [Journal des arts et métiers](#) ont souligné les défis pour les PME suisses face à la mondialisation, constatés lors de cette conférence tenue à Klosters. Lors d'une table ronde, Christophe Eisenring, responsable de la recherche et des programmes, a exigé la fin de la concurrence entre l'Etat et l'économie privée. «Au niveau cantonal comme au niveau fédéral, l'Etat devrait créer des conditions cadre optimales et ne pas concurrencer les entreprises», la diversité des PME restant un des principaux atouts de la Suisse. Il a également expliqué le principe de l'antifragilité et mis en évidence les atouts de la Suisse: démocratie directe, fédéralisme, responsabilité des décideurs et, surtout, apprentissage dual. «Le fait que la Suisse traverse généralement bien les crises comporte également le risque d'une certaine complaisance», relevant une aliénation croissante de la politique vis-à-vis de l'industrie manufacturière. L'occasion de rappeler notre livre «[Une Suisse antifragile](#)».

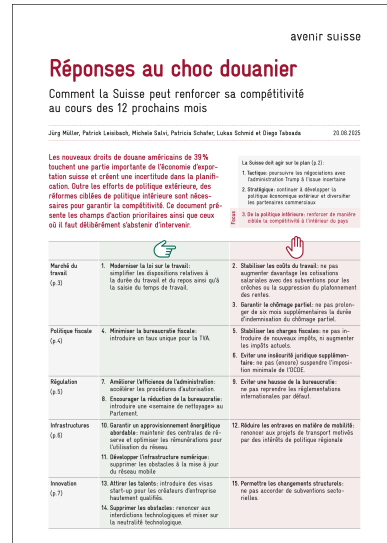
On vous a transféré cette infolettre?

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

Qui sommes-nous?

En tant que think tank indépendant, [Avenir Suisse](#) développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

Nos publications actuelles



[Indice de liberté 2025](#)

[En avant, la Poste!](#)

[Réponses au choc douanier](#)

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, [avenir-suisse.ch/fr/](https://www.avenir-suisse.ch/fr/)

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

[Gestion de l'abonnement](#)